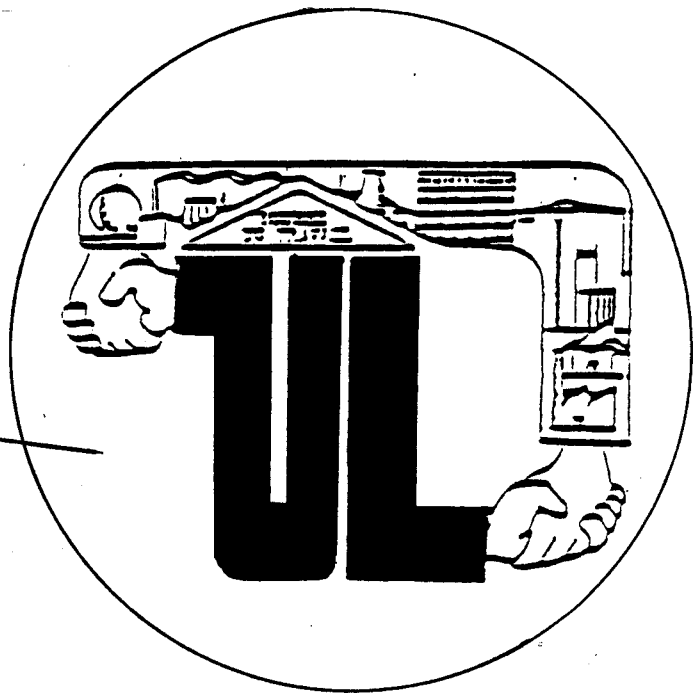


**EN DIRECT
avec les**

**et
les**



**collectifs
électoraux**

**CARTES 1984
RENFORCEMENT**

**RENCONTRE NATIONALE
DES UNIONS LOCALES
1^{er} et 2 mars 1984
NANTERRE**

Bulletin d'informations (Secteur confédéral organisation)

Imprimé par nos soins, au siège de la Confédération (263, rue de Paris, Montreuil) - Directeur de la publication : Yannick Fremin

Numéro de commission paritaire : 2517 D 73 S

PRIX : 2,50 F

Dans le prolongement des rencontres départementales

Avec les unions locales et les 6 316 collectifs électoraux, la C.G.T. a mené la campagne des élections à la Sécurité sociale toutes forces déployées.

Le résultat est là : la C.G.T. est et demeure la première organisation syndicale du pays, bouleversant les calculs du patronat, de la droite et de tous ceux qui voulaient la reléguer au second rang.

Le C.C.N. a donné un prolongement immédiat et offensif à cette campagne électorale en décidant de faire, jusqu'au mois de juillet 1984, sept mois ininterrompus d'amélioration progressive et en profondeur de la vie syndicale à l'entreprise.

Le coup d'envoi a été donné dans tous les départements les 1^{er} et 2 décembre avec la participation de dirigeants de la confédération.

*15 000 militants se sont ainsi mobilisés et retrouvés, dans chaque U.D. Ils ont discuté du **plan de travail confédéral**, et cherché à l'adapter au niveau du département, des localités et des entreprises, à partir des problèmes concrets auxquels sont confrontés les travailleurs et construire une C.G.T. plus forte, toujours plus apte à maîtriser les problèmes actuels.*

Actuellement, avec des milliers d'autres, ces militants placent les cartes 1984 et les carnets pluriannuels, recueillent les revendications qui se dégagent des milliers de discussions qui ont lieu et contacts qui se nouent au cours de leur libre circulation dans les ateliers, bureaux, sur les chaînes, les chantiers.

Des unions locales, collectifs et syndicats nous font part des adhésions nouvelles qu'ils réalisent.

Là où le syndicat prend résolument en main la défense des revendications des travailleurs et où la négociation sur les salaires réels est engagée et là où il n'oublie pas de dresser le bilan de son activité revendicative et de mettre en valeur les résultats obtenus, les travailleurs ne restent pas insensibles à cette C.G.T.-là.

Ils se sentent compris, écoutés, bien défendus et plus motivés pour prendre leur carte C.G.T.

C'est dire qu'avec la C.G.T., telle qu'elle est aujourd'hui, on peut déjà faire beaucoup.

Mais il faut que tout le monde s'y mette !

C'est une C.G.T. forte, vivante et active que les travailleurs veulent. Une telle construction doit forcément devenir l'œuvre de tous les militants et des syndiqués eux-mêmes.

L'union locale, qui est l'union des syndicats, doit mobiliser toutes les énergies pour que toutes les bases organisées, qui sont sur son territoire, soient engagées.

LE SECTEUR ORGANISATION CONFÉDÉRAL

*vous présente
ainsi qu'à votre famille*

SES MEILLEURS VOEUX POUR 1984

L'U.L. fait le point toutes les semaines avec :

- **les syndicats,**
- **les sections syndicales**

POUR :

- Relever les revendications, les luttes, les résultats ;
- Placer les cartes et les carnets pluriannuels ;
- Réaliser de nombreuses adhésions nouvelles.

ÇA S'ORGANISE !

Pour ce faire l'union locale a son rôle à jouer.

Vite, faisons le point avec les syndicats et sections syndicales de la localité par :

- Des visites systématiques ;
- Des contacts téléphoniques ;
- Des réunions.

VEILLONS A CE QUE :

1. Les directions syndicales aient un plan de travail précis de remise des cartes et collectage des revendications.

Plan de travail entreprises organisées

- Dresser la liste des anciens adhérents par un pointage minutieux de la remise de la carte ou du carnet.
- Mettre nos collecteurs, nos élus, dans le coup et les répartir par secteur où sont présents nos adhérents.
- Doter nos camarades d'un carnet pour relever les revendications à défendre auprès du patron.

2. Le parrainage des entreprises inorganisées soit assuré.

Plan de travail entreprises inorganisées

- Dresser la liste des camarades à contacter pour les solliciter pour parrainer une ou plusieurs entreprises (servons-nous des collectifs électoraux).
- Munir les camarades d'un carnet pour relever les revendications ou problèmes soulevés par les travailleurs et de bulletins d'adhésions et de cartes 1984.
- Se saisir du droit obligatoire de négocier pour demander à discuter avec le patron (l'U.L. peut le faire).

A la fin de la semaine, l'U.L. fait le bilan :

- des revendications, luttes et succès, du nombre d'audiences auprès des patrons ;
- des cartes ou carnets remis ;
- des adhésions réalisées.

Et elle prépare le travail pour la semaine suivante !

Première semaine nationale du renforcement du 9 au 14 janvier 1984

TOUTES LES UNIONS LOCALES ET LES COLLECTIFS ÉLECTORAUX AU COEUR DE CE PREMIER TEMPS FORT

De nombreux militantes et militants sont maintenant en possession du **plan de travail** arrêté par le C.C.N., la plus haute instance confédérale entre les congrès.

Il est évident que des objectifs aussi conséquents engagent toutes nos organisations à tous les niveaux. Notre plan de travail, aussi judicieux qu'il soit, n'a pas de vertu en soi et surtout pas celle de la spontanéité. En conséquence, chaque structure doit voir comment le faire connaître, partager, par tous nos militants et syndiqués, et prendre les mesures concrètes pour le mener à bien. D'où les semaines « **temps forts du plan de travail** », dont la première se situe du **9 au 14 janvier 1984**.

Son objectif : faire le point précis, concret des résultats obtenus sur notre premier créneau, à savoir : placement de la carte et premier timbre du carnet pluriannuel, du timbre F.N.I. pour 1984 ; règlement de ceux-ci sans attendre aux différentes structures.

TOUT CELA SE PRÉPARE, S'ORGANISE.

Pour l'U.L. et le collectif, il s'agit de veiller à ce que chaque direction de section syndicale et de syndicat soit en possession du matériel 84, prenne toutes les dispositions nécessaires pour susciter l'engagement qui convient à un placement des cartes 84 audacieux et conquérant.

Nous avons tous les éléments pour engager une vaste rencontre, un vaste contact avec tous nos syndiqués, avec les travailleurs, pour **écouter** leurs préoccupations, voire leurs critiques, afin d'apporter les réponses qui sont les nôtres dans les conditions économiques, sociales, politiques d'aujourd'hui.

Quelle aide apporter à nos camarades pour engager le travail nécessaire à une connaissance concrète et précise des réalités de chaque entreprise, ceci dans le but d'avoir le comportement, le langage, les propositions, la propagande qui conviennent à ces réalités ?

MESURER ET FAIRE MESURER LES ACQUIS OBTENUS PAR L'ACTIVITÉ ET L'ACTION SYNDICALE DANS L'ENTREPRISE

Donner, en fait, un compte rendu de mandat

C'est valable pour nos délégués du personnel, nos élus au C.E., aux prud'hommes, à la Sécu. L'atelier, le bureau, le service, mais également le local syndical, le restaurant, le réfectoire, ne peuvent-ils pas être autant de point de rencontre, de débat, d'exposition sur le thème :

« Oui, le syndicat C.G.T. c'est un outil indispensable à l'action des salariés pour maintenir et améliorer nos conditions de vie et de travail. »

Les droits nouveaux sont à prendre tout de suite et hardiment par nos militants des U.L., des collectifs, pour rendre visite à nos syndiqués, aux travailleurs des diverses entreprises de la localité ou de la zone industrielle ?

En fonction de toutes les possibilités immédiates, n'y a-t-il pas à réfléchir à l'organisation d'assemblées bien adaptées aux réalités de l'atelier, du bureau, d'une catégorie, d'une entreprise ?

Donner à ces assemblées un caractère fraternel, sympathique, permettant l'expression des syndiqués, des salariés, et de débattre, à partir des choses vécues, ressenties, évitant toutes généralités qui apparaissent trop souvent inadaptées, coupées des réalités ou inaccessibles pour une masse de salariés.

N'y a-t-il pas à réfléchir pour faire part à la presse de la situation des salariés de telle ou telle entreprise ? Les radios locales sont nombreuses, n'y a-t-il pas des initiatives à prendre dans ce domaine ?

Pourquoi ne pas réaliser une pochette de l'adhérent qui pourrait contenir des éléments simples, mais essentiels sur ce qu'est la C.G.T., ses ressources, ses objectifs, son fonctionnement. Elle pourrait également contenir : un numéro de « la V.O. », d'« Antoinette », d'« Option », un bulletin d'accueil des syndiqués 84, les résultats revendicatifs obtenus durant l'année, la plate-forme revendicative 84 ?

Telles sont les quelques propositions, réflexions qui peuvent être mises à profit pour créer les conditions, l'ambiance, à toute notre campagne de **renforcement en ce début 1984**.

Un souci commun : l'entreprise

Toute la C.G.T. au contact avec les travailleurs, c'est ambitieux et pourtant réaliste.

L'outil syndical à l'entreprise n'est pas toujours adapté aux conditions actuelles de la lutte, nous le reconnaissons tous. Ce qui est nouveau et par conséquent prometteur, c'est que le C.C.N. a décidé d'engager un effort à l'échelle de la C.G.T. tout entière, avec la volonté d'aboutir aux adaptations nécessaires.

C'est sur ce fond, et à partir des décisions communes prises à l'unanimité, que se situent les responsabilités de chaque structure, pour l'amélioration de la vie syndicale à l'entreprise.

1. Bien connaître le terrain sur lequel on évolue

Une radiographie de l'entreprise est indispensable car c'est un terrain mouvant ; quelles sont les différentes catégories sociales et leur importance ; quelles sont nos forces syndicales réelles parmi ces catégories ; comment sont-elles réparties dans les différents secteurs de l'entreprise ? Où sont les déserts syndicaux ?

Cette connaissance du terrain est indispensable pour tout le monde.

2. L'entreprise ne vit pas repliée sur elle-même

Rassembler en tenant compte de la diversité et agir, sont des questions d'actualité.

Les travailleurs sont confrontés à une direction d'entreprise qui s'est entourée d'un état-major chargé d'appliquer la politique économique et sociale du groupe, de la société.

Mais cette direction d'entreprise agit dans le cadre de la stratégie d'ensemble du C.N.P.F., qui mène une bataille politique et économique contre la gauche, déclare la guerre contre les salaires, refuse d'investir alors qu'il reçoit des aides publiques importantes, licencie, sabote les réformes réalisées ou en cours.

Il y a obligatoirement une dimension interprofessionnelle à l'activité syndicale à l'entreprise dont il faut tenir compte pour résoudre les problèmes concrets tels qu'ils se présentent dans l'entreprise et avec les salariés tels qu'ils sont et démontrer que dans la pratique quotidienne, on peut avancer et gagner.

Le programme d'action au plan local met en relief cette dimension et prouve d'une manière vivante la communauté d'intérêts des travailleurs.

3. Avoir des cahiers de revendications qui sortent des généralités

N'y a-t-il pas à réfléchir au fait que les groupes d'expression des salariés qui fonctionnent permettent de recueillir des centaines de questions.

A Moulin Neuf, centre de 720 cheminots, 800 questions ont été posées, dans les 60 groupes d'expression mis tout récemment en place. Le syndicat, les élus n'ont-ils pas à se soucier de la suite concrète qu'ils vont donner à cette gigantesque prise de parole des travailleurs.

Et pourquoi le cahier de revendications n'est-il pas porteur de ces aspirations ?

4. L'engagement militant à tous les niveaux pour la réussite du plan de travail et de la première semaine de placement de la carte. Ça s'organise !

La première responsabilité d'un membre de la C.E. de l'U.L., de l'U.D., c'est de s'investir dans sa propre entreprise, de participer concrètement au placement de la carte 84, du carnet pluriannuel et contribuer à la réalisation du plan de travail du syndicat.

Au niveau des fédérations, l'incitation à un engagement réel sur le terrain des militants de la profession, et l'exemple que donneront les membres des directions fédérales dans leur propre entreprise peuvent produire un effet mobilisateur.

Quant à la confédération, le bureau confédéral vient de prendre des décisions qui auront un prolongement sur le terrain pour tous ses membres et les collaborateurs confédéraux.

**Pas un secrétaire d'union locale,
de syndicat,
Pas un secrétaire à l'organisation,
Pas un élu,**

SANS SA « V.O. »

Il est inutile d'épiloguer sur le contenu et l'importance de « la Vie Ouvrière ».

Alors, parlons franchement. Va-t-on continuer, dans nos réunions syndicales, dans notre activité quotidienne, à perdre un temps précieux à rétablir les faits, à repréciser des orientations de la C.G.T., maintes fois écrites, alors que nous avons tant de choses à dire et à faire.

Combien de fois des camarades n'ont-ils pas été étonnés d'apprendre que les questions qu'ils se posaient figuraient dans « la V.O. ».

Combien de fois, certes, mais combien de temps perdu. Comment parler, dans ces conditions, d'efficacité ?

Lire « la V.O. » est, par conséquent, indispensable à tout militant qui doit en permanence être au courant des décisions que prend son organisation syndicale. Ceci d'autant qu'il est appelé journallement à répondre aux questions posées par les salariés.

Comment peut-il faire sans sa « Vie Ouvrière ».

Bien sûr, lire « la V.O. » n'a jamais empêché quelqu'un d'avoir son opinion. Mais, pour être valable, encore faut-il que cette opinion se fasse en fonction de ce que dit ou fait la C.G.T. et non en fonction de ce que pensent les autres.

Avec « la V.O. » aucun moyen de se tromper. C'est écrit dessus, ça se garde, ça peut se critiquer oui, mais alors à bon escient.

L'efficacité, la rapidité dans son travail militant nécessitent un minimum de connaissances préalables que la lecture de « la V.O. » donne.

Mais ne perdons plus de temps !

Souscrire un ou des abonnements avec prélèvement automatique

C'est un moyen sûr, rapide

Les collectifs électoraux

dans la bataille du placement de la carte et du carnet

Il est courant, lorsqu'un événement ou une initiative demande un accroissement important des tâches, de se poser les questions : mais comment vais-je faire ? Avec qui ? Il n'y a pas assez de militants ?

A ces réflexions nous avons commencé à répondre de bonne façon lors du grand événement qu'a constitué les élections à la Sécu. Les dizaines de milliers de forces militantes nouvelles dont nous avons besoin, nous les avons trouvées au travers de la mise en place des collectifs électoraux.

A quelques jours de la semaine nationale de renforcement, deuxième événement après les élections Sécu, et tout aussi important, nous devons être des milliers sur le terrain si nous voulons réussir.

Les forces militantes existent pour le faire, encore faut-il se donner les moyens, faire les efforts nécessaires pour les intégrer dans la bataille.

Non ! La mise en place des collectifs électoraux ne résulte pas d'un **engagement de circonstance**. Ce n'est pas parce qu'il y a eu les élections à la Sécurité sociale que ceux-ci ont émergé, se sont multipliés, mais plutôt parce que, prenant conscience de l'enjeu, nos directions syndicales ont fait ce qu'il fallait pour en assurer l'existence et le fonctionnement.

Pourquoi ce qui a été fait avec les élections Sécu, ne le serait-il pas avec la **Semaine nationale de renforcement**. D'autant qu'à cet égard, il n'y a pas à créer des collectifs, ils existent, **faisons-les vivre**.

Mettre les collectifs dans la bataille du placement de la carte et du carnet, c'est possible ! Les U.D., les U.L. disposent d'adresses, de numéros de téléphone, utilisons-les !

En priorité, adressons-nous aux collectifs de zones industrielles, aux collectifs de communes, ou de cantons sans unions locales.

Adressons-nous à eux, donnons-leur des cartes, des carnets, des bulletins d'adhésion.

Rencontre nationale des unions locales

**1^{er} et 2 mars 1984
à Nanterre**

Cette quatrième rencontre des unions locales est attendue et déjà prise en compte par les unions départementales et les unions locales dans leurs perspectives de travail.

En réalité, avant même que son coup d'envoi officiel ait été donné, sa préparation s'était enclenchée avec les élections à la Sécurité sociale, et continue avec la mise en œuvre du plan de travail confédéral sur le terrain.

Quel est l'objectif principal ?

« L'U.L. doit s'affirmer comme une structure décisive pour la lutte, le renforcement, la diffusion et la pénétration des idées de la C.G.T. dans les entreprises. »

Tel était l'objectif que s'était fixé tous les participants à la troisième rencontre nationale des 14 et 15 janvier 1982, huit mois après l'arrivée de la gauche au pouvoir et la mise en place d'un gouvernement d'union de la gauche.

Des progrès considérables ont été réalisés sur cet objectif, visant à donner impérativement un nouvel essor à l'activité des U.L.

Les élections prud'homales et de la Sécurité sociale les ont confirmés, une nouvelle fois, comme **la structure déterminante qui a permis de mettre en commun toutes les forces de la C.G.T., existant sur la localité, les zones industrielles, le quartier, l'arrondissement.**

Leur efficacité, la valeur de leur travail, la nécessité de leur existence sont nettement apparus à tout le mouvement syndical.

La mise en place de milliers de collectifs électoraux a encore décuplé leur efficacité.

Ils donnent actuellement naissance à des antennes d'U.L., de communes, villages et zones industrielles ainsi qu'à des correspondants de villages.

Beaucoup mieux qu'avant, les unions locales se placent en capacité d'animer intensément la vie syndicale locale, au-delà d'une période électorale.

Le mouvement syndical tout entier dispose d'un acquis qu'il faut conforter

Si nous savons, à la C.G.T., que rien n'est définitivement acquis, sachons voir et apprécier ce qui l'est, pour en faire une utilisation maximum, et ainsi faire de nouveaux bonds en avant.

Les syndicats, les U.D., les fédérations et la confédération se sont donnés actuellement un réseau de 925 unions locales et 47 antennes pour la plupart des grandes villes.

S'y ajoutent 186 perspectives de créations nouvelles. Nous pouvons **nous fixer très raisonnablement pour la rencontre nationale l'objectif minimum de 1 000 unions locales.**

En effet, s'ajoutent encore à cette force de frappe, que seule la C.G.T. possède, 248 collectifs de zones industrielles et 1 310 collectifs de communes rurales de 3 000 habitants, qui constituent pour la population la seule possibilité de connaître l'expression de la C.G.T. et de son action sur les grands problèmes qui les préoccupent.

La C.G.T. au village peut devenir une réalité vivante et permanente.

Cet outil syndical interprofessionnel doit devenir plus incisif encore, mieux adapté aux conditions des luttes actuelles

Nous venons de le voir, c'est dans des conditions très favorables à de nouveaux progrès que toutes les structures de la C.G.T. doivent préparer cette quatrième rencontre.

C'est en direction des bases organisées et des entreprises où la C.G.T. est absente que se prennent en priorité toutes les initiatives de l'U.L., pour le renforcement de la C.G.T. en adhérents, bases organisées et qualité de vie syndicale, ainsi que pour une défense mieux organisée et plus permanente des revendications.

Si l'U.L. **en a les moyens** et notamment en disposant de militants de valeur, suffisamment disponibles, elle devient un point d'appui inestimable pour toutes les structures de la C.G.T., un élément catalyseur dans les périodes de très grande mobilisation des forces C.G.T. C'est le cas pour le placement des cartes 1984 et le renforcement de la C.G.T. sur fond revendicatif comme vient d'en décider le C.C.N.

Une union locale qui vit, apporte toutes ses forces dans les batailles communes et en retour son activité rayonnante donne du tonus à l'activité syndicale à l'entreprise et fait surgir de nouvelles forces militantes.

C'est un bon investissement pour tout le mouvement syndical, comme en témoignent de très bons scores C.G.T. aux élections Sécurité sociale dans de très nombreuses villes et localités où la C.G.T. a été présente et active.

Ajoutons que le perfectionnement de l'activité des U.L. est un gage de leur efficacité. Cela au moment où les mutations intervenues avec la

poussée rapide du salariat, l'évolution des secteurs tertiaires, le regroupement de catégories entières de salariés sur des sites et zones nouvelles d'activité sont suffisamment prises en compte dans l'activité des U.L. et où la décentralisation accroît leur champ d'activité traditionnelle.

Des unions locales y travaillent très concrètement avec l'aide des U.D. et des fédérations, mais on ne peut en rester au stade d'expériences. Il s'agit, à ce niveau aussi, d'entreprendre partout en profondeur les transformations nécessaires.

Qui participe à la rencontre nationale ?

Toutes les unions locales existantes, celles qui seront effectivement créées avant la tenue de la rencontre nationale, les collectifs de zones industrielles, ainsi que les secrétaires à l'organisation des U.D. et des fédérations.

Le secrétaire général de la C.G.T. et plusieurs secrétaires confédéraux suivront les travaux.

Comment la préparer activement dans les entreprises ?

La qualité de ses travaux, son dynamisme tiennent à l'engagement concret des U.L. et des syndicats pour la réussite des différentes étapes du plan confédéral et notamment des temps forts qui sont l'affaire de toutes les structures.

Donc, comme vous y invite ce numéro 12 du « En Direct » : les U.L. et les collectifs électoraux doivent être au cœur de la mise en campagne des forces C.G.T. pour le renforcement et les revendications.

Cette activité se mènera, tout en affirmant le rôle de l'U.L. au regard des évolutions qui se sont produites ou qui sont en cours et en recherchant comment lui donner les moyens d'être, **dans les faits** partout dans le pays une **structure essentielle au combat syndical**.

Toutes ces questions seront abordées dans un document de travail et de réflexion qui nourrira les échanges de vue dans les syndicats, U.L., U.D. et fédérations et entre militants de différentes structures sur **l'union locale**.

*
* *

Adressez au secteur organisation :

- Vos plans de travail ;
- Bulletins d'union locale ;
- Journaux.

Faites-nous connaître :

Les initiatives que vous prenez pour préparer la rencontre.

Les adhésions et bases nouvelles que vous réalisez.

Les prochains « En Direct » donneront des exemples.